

Mémoire de l'esclavage: Ayrault appelle à tenir bon face aux «faux débats» et à «la négation»

Les débats ont gagné en ampleur ces derniers mois à l'approche du bicentenaire de la mort de Napoléon.

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 5 heures,
Mis à jour il y a 3 heures



Jean-Marc Ayrault, président de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage. LOIC VENANCE / AFP

Vingt ans après la loi Taubira reconnaissant l'esclavage comme crime contre l'humanité, le climat s'est *«polarisé»* et *«radicalisé»*, déplore le président de la Fondation pour la mémoire de l'esclavage Jean-Marc Ayrault, qui appelle à tenir bon face aux *«faux débats»* et à la *«négation»*.

«Je ne fais pas la leçon : j'admets qu'il puisse y avoir des peurs et des incompréhensions mais je ne veux pas qu'on reste inerte», souligne l'ex-premier ministre socialiste, dans un entretien à l'AFP, à la veille du lancement du «mois des mémoires», une série de commémorations qui s'achèvera le 10 juin.

Entre *«ceux qui veulent qu'on ne touche à rien et ceux qui nous entraînent sur des approches raciales, indigénistes, qui ne sont pas acceptables non plus, il y a une voie, il y a un chemin»*, assure-t-il, devant le mémorial de l'abolition de l'esclavage à Nantes, premier port négrier français, et la ville dont il fut le maire pendant plus de deux décennies. *«Si on veut une société apaisée, libérée, qui se retrouve dans une mémoire commune, c'est fondamental d'emprunter ce chemin plutôt que celui de la radicalisation, de la polarisation, de la caricature, ou de la négation»*, ajoute Jean-Marc Ayrault, appelant à faire preuve de *«ténacité»* et à ne *«pas céder»*.

À VOIR AUSSI - Figaro Hors-Série: le rétablissement de l'esclavage est-il la preuve du racisme «systémique» de Napoléon ?

L'esclavage et Napoléon

Plus de 170 ans après l'abolition de l'esclavage, des débats ont gagné en ampleur ces derniers mois à l'approche du bicentenaire de la mort de Napoléon, décédé le 5 mai 1821 avec une question : faut-il commémorer ou non l'homme qui a rétabli l'esclavage en 1802? *«Certains aimeraient passer cette partie sous silence, ils disent ce n'est pas glorieux... mais on parle bien de Waterloo et ce n'était pas glorieux»*, glisse Jean-Marc Ayrault dont la fondation a été appelée à la rescousse en vue de la grande exposition «Napoléon» à venir à la Villette à Paris. *«Au départ il y a eu une réticence à ce que 1802 soit abordé et puis finalement ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas faire l'impasse»*, explique-t-il, se félicitant que pour la première fois deux documents originaux de 1802 soient présentés au public. *«On ne l'a pas demandé dans un souci polémique mais dans un souci de vérité, c'est indispensable»*.

«Essentielle» aussi l'action auprès des jeunes générations dans la lignée de la loi Taubira, adoptée le 10 mai 2001, qui - outre la reconnaissance de la traite et de l'esclavage comme crimes contre l'humanité - intègre ces périodes dans les programmes scolaires. Sur ce point, *«il y a énormément de progrès mais on a relevé des lacunes»*, note Jean-Marc Ayrault. *«On s'est rendu compte qu'il y avait des différences : Haïti, la révolte des esclaves, la figure de Toussaint Louverture... ne sont enseignés que dans les manuels des Outre-mers et d'enseignement professionnel mais pas dans l'enseignement général»*.

L'enjeu est pourtant de taille, martèle l'ancien chef de la diplomatie, au vu *«des traces»* laissées par cette période dans la société française, *«des discriminations»* aux *«préjugés raciaux»*. *«Si on ne fait pas ce travail, il y aura toujours une partie de la*

société qui va se sentir oubliée, peut-être mal reconnue, qui en souffrira et qui réagira justement dans cette logique séparatiste qui n'est pas souhaitable pour la société, qu'il faut à tout prix éviter et combattre».

«Les choses bougent»

Dans ce contexte, la création d'un mémorial national de l'esclavage aux Tuileries, retardé en raison de dissensions autour de sa réalisation, permettrait d'envoyer un signal en *«affirmant solennellement»* que la question de l'esclavage et de la traite concerne tous les Français et *«pas seulement les ultramarins»*. Mais le chemin à parcourir est encore long, reconnaît Jean-Marc Ayrault qui se souvient encore de la volée de bois vert reçue l'an dernier après avoir proposé de débaptiser une salle de l'Assemblée nationale et d'un bâtiment de Bercy portant le nom de Colbert, l'initiateur du Code noir qui a légiféré l'esclavage dans les colonies françaises.

«J'avais suggéré qu'on mette plutôt à l'honneur le premier député noir Jean-Baptiste Belley que personne ne connaît», rappelle l'ex-premier ministre qui veut toutefois croire que les choses sont en train de bouger avec le récent rapport parlementaire sur les discriminations et le colloque à venir sur le rôle de la traite et de l'esclavage dans l'histoire économique française. *«Les choses bougent, doucement, mais elles bougent»*.